

Art. 4. Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 26 juin 2002, *Moniteur belge* du 9 août 2002.

Loi du 3 juillet 2005, *Moniteur belge* du 19 juillet 2005.

Loi du 23 décembre 2005, *Moniteur belge* du 30 décembre 2005.

Loi du 11 juillet 2006, *Moniteur belge* du 24 août 2006.

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 26 juni 2002, *Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 2002.

Wet van 3 juli 2005, *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2005.

Wet van 23 december 2005, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2005.

Wet van 11 juli 2006, *Belgisch Staatsblad* van 24 augustus 2006.

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2011 — 864

[2011/201290]

13 MARS 2011. — Arrêté royal modifiant les articles 1^{er}, 2 et 17 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise la modification de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

Ces modifications n'apportent pas de changement quant au contenu. Ce texte a essentiellement pour objet de mettre l'arrêté royal du 9 juin 1999 en conformité avec plusieurs réglementations :

- la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

- l'arrêté royal du 20 mars 2007 pris en exécution du Chapitre 8, du Titre IV, de la loi-programme du 27 décembre 2006 (système LIMOSA).

Ces adaptations permettent également une meilleure lisibilité du texte et apportent une plus grande sécurité juridique.

Les modifications apportées reposent sur les bases légales suivantes.

L'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, permet à Votre Majesté de dispenser, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les catégories de travailleurs étrangers qu'il détermine, de l'obligation d'obtenir un permis de travail.

L'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 avril 1999 précitée, prévoient qu'il appartient à Votre Majesté, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de déterminer les catégories ainsi que les conditions d'octroi des permis de travail.

Commentaires des articles

Article 1^{er} et article 2

Ces articles transposent, partiellement, les Directives européennes 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres et 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial.

Dans ces deux Directives, la notion de conjoint est élargie au partenaire enregistré.

Cette notion de partenaire enregistré a déjà fait l'objet d'une transposition en ce qui concerne la réglementation sur le séjour.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2011 — 864

[2011/201290]

13 MAART 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 1, 2 en 17 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat we de eer hebben Zijne Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft betrekking op de wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

Deze wijzigingen brengen geen verandering inzake de inhoud tewegg. Deze tekst heeft vooral tot doel het koninklijk besluit van 9 juni 1999 in overeenstemming te brengen met een aantal reglementeringen :

- de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

- Het koninklijk besluit van 20 maart 2007 dat werd genomen in uitvoering van Hoofdstuk 8, Titel IV, van de programmawet van 27 december 2006 (LIMOSA-systeem).

Deze aanpassingen maken ook een betere leesbaarheid van de tekst mogelijk en zorgen voor meer rechtszekerheid.

De aangebrachte wijzigingen zijn gebaseerd op de volgende wettelijke bepalingen.

Artikel 7, eerste lid, van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers biedt de Koning de gelegenheid om, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de categorieën van buitenlandse werknemers die Hij bepaalt, vrij te stellen van de verplichting over een arbeidskaart te beschikken.

Artikel 8, § 1, eerste lid van de bovengenoemde wet van 30 april 1999 biedt de Koning de gelegenheid om, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de categorieën en de voorwaarden voor de toekenning van de arbeidskaarten te bepalen.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 en artikel 2

Artikel 1 en artikel 2 zetten, ten dele, de Europese Richtlijnen 2004/38/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden en 2003/86/EG van de Raad van 22 september 2003 inzake het recht op gezinshereniging.

In deze twee Richtlijnen wordt het begrip echtgenoot uitgebreid tot de geregistreerde partner.

Dit begrip van geregistreerde partner heeft reeds het voorwerp uitgemaakt van een omzetting betreffende de reglementering inzake het verblijf.

Pour se conformer à ces deux Directives, l'Etat belge doit mettre sur un pied d'égalité, en ce qui concerne les conditions d'accès au marché du travail, les partenaires enregistrés et les conjoints.

Soulignons qu'une circulaire interprétative visant l'élargissement de la notion de conjoint au partenaire enregistré est déjà applicable depuis le 17 décembre 2008.

Toutefois, dans un souci de sécurité juridique, il est préférable que cela figure dans le texte de l'arrêté.

Article 3

Dans cet article, on modifie une liste répertoriant les catégories de ressortissants étrangers dispensés de permis de travail.

Par arrêté royal du 12 septembre 2007, cette liste a été étendue, notamment, aux deux catégories suivantes :

- les ressortissants étrangers occupés par un employeur établi à l'étranger venant en Belgique pour assister à des congrès scientifiques (27°);
- les ressortissants étrangers occupés par un employeur établi à l'étranger venant en Belgique pour assister à des réunions en cercle restreint (28°).

Ces deux dispenses ont été, notamment, instaurées en 2007 afin d'avoir une corrélation entre le système d'enregistrement des travailleurs étrangers dénommés « LIMOSA » et la réglementation sur les permis de travail.

En effet, le système LIMOSA prévoit des exceptions à l'obligation d'enregistrement de certaines catégories de travailleurs, il était donc logique que, parallèlement, pour ces mêmes travailleurs, on prévoit également une dispense de permis de travail.

Toutefois, les deux réglementations diffèrent, en ce qui concerne cette catégorie de travailleurs, quant à la durée de la dispense :

- pour les congrès scientifiques, la réglementation LIMOSA ne prévoit pas de limite dans le temps alors que l'arrêté royal du 9 juin 1999 prévoit que la dispense est limitée à cinq jours par mois;
- pour les réunions en cercle restreint, la réglementation LIMOSA prévoit une limitation dans le temps égale à soixante jours maximum par année calendrier avec un maximum de vingt jours calendrier consécutifs par réunion, alors que l'arrêté royal du 9 juin 1999 prévoit que la dispense est limitée à cinq jours par mois.

Le présent arrêté vise dès lors à supprimer ces différences entre les deux réglementations. L'arrêté royal du 9 juin 1999 est modifié afin que la durée des deux dispenses précitées corresponde à la durée des exceptions prévues dans le système LIMOSA.

Autrement dit :

- en ce qui concerne les congrès scientifiques, la dispense est limitée à la durée du congrès;
- en ce qui concerne les réunions en cercle restreint, la dispense est limitée à soixante jours maximum par année calendrier avec un maximum de vingt jours calendrier consécutifs par réunion.

Article 4

Cette disposition détermine les catégories de ressortissants étrangers qui peuvent bénéficier d'un permis de travail C.

Le permis de travail C est délivré à des catégories de personnes compte tenu de leur situation de séjour. Aussi, les bénéficiaires du permis de travail C sont déterminés en faisant référence à la réglementation sur le séjour. Or, ces dernières années, la loi du 15 décembre 1980 a été modifiée à plusieurs reprises sans que certaines de ces modifications soient répercutées dans l'arrêté royal du 9 juin 1999.

Le présent arrêté vise notamment à ce que l'article 17 soit conforme aux dispositions de la loi 15 décembre 1980.

Le 1° vise les cas dans lesquels les demandeurs d'asile peuvent obtenir un permis de travail C. Cette disposition est subdivisée en deux parties.

Le « a » vise les demandeurs d'asile qui ont introduit leur demande d'asile avant le 31 mai 2007. Cette catégorie de personnes peut recevoir un permis de travail C lorsque, dans les six mois à compter de l'introduction de leur demande, elles n'ont pas reçu notification de la décision du Commissariat général aux réfugiés et aux Apatrides.

Om zich te voegen naar deze twee richtlijnen moet de Belgische Staat de geregistreerde partners en de echtgenoten op voet van gelijkheid behandelen inzake de voorwaarden betreffende de toegang tot de arbeidsmarkt.

We wijzen erop dat een interpretatieve omzendbrief tot uitbreiding van het begrip van echtgenoot tot geregistreerde partner reeds sedert 17 december 2008 van toepassing is.

Met het oog op de rechtszekerheid is het verkieslijk dat dit wordt opgenomen in de tekst van het besluit.

Artikel 3

In dit artikel wijzigt men een lijst van de categorieën van buitenlandse onderdanen die worden vrijgesteld van de arbeidskaart.

Bij koninklijk besluit van 12 september 2007 wordt deze lijst meer bepaald uitgebreid naar de volgende twee categorieën :

- de buitenlandse onderdanen die tewerkgesteld zijn bij een werkgever die is gevestigd in het buitenland en naar België komen om wetenschappelijke congressen bij te wonen (27°);
- de buitenlandse onderdanen die tewerkgesteld zijn bij een werkgever die is gevestigd in het buitenland en naar België komen om vergaderingen in beperkte kring bij te wonen (28°).

Deze twee vrijstellingen werden meer bepaald ingevoerd in 2007 om een correlatie tot stand te brengen tussen het systeem voor de registratie van buitenlandse werknemers dat « LIMOSA » wordt genoemd en de reglementering over de arbeidskaarten.

Het LIMOSA-systeem voorziet immers in uitzonderingen op de verplichting tot registratie van bepaalde categorieën van werknemers en het was dus logisch dat, parallel hiermee, voor dezelfde werknemers ook voorzien wordt in een vrijstelling van de arbeidskaart.

De twee reglementeringen verschillen -voor wat deze categorie van werknemers betreft- echter inzake de duur van de vrijstelling :

- voor de wetenschappelijke congressen voorziet de LIMOSA-reglementering niet in een beperking in de tijd, terwijl het koninklijk besluit van 9 juni 1999 bepaalt dat de vrijstelling beperkt is tot vijf dagen per maand;
- voor de vergaderingen in beperkte kring voorziet de LIMOSA-reglementering in een beperking in de tijd van maximum zestig dagen per kalenderjaar met een maximum van twintig opeenvolgende kalenderdagen per vergadering, terwijl het koninklijk besluit van 9 juni 1999 bepaalt dat de vrijstelling beperkt is tot vijf dagen per maand.

Dit besluit heeft dus tot doel deze verschillen tussen de twee reglementeringen weg te werken. Het koninklijk besluit van 9 juni 1999 is gewijzigd, zodat de duur van de twee bovengenoemde vrijstellingen overeenstemt met de duur van de uitzonderingen die zijn bepaald in het LIMOSA-systeem.

Anders gezegd :

- voor de wetenschappelijke congressen is de vrijstelling beperkt tot de duur van het congres;
- voor de vergaderingen in beperkte kring is de vrijstelling beperkt tot maximum zestig dagen per kalenderjaar met een maximum van twintig opeenvolgende kalenderdagen per vergadering.

Artikel 4

Dit artikel bepaalt de categorieën van buitenlandse onderdanen die een arbeidskaart C kunnen ontvangen.

De arbeidskaart C wordt afgeleverd aan categorieën van personen, waarbij rekening wordt gehouden met hun verblijfssituatie. Bij de bepaling van de begunstigden van de arbeidskaart C wordt verwezen naar de reglementering over het verblijf. Het is echter zo dat de wet van 15 december 1980 de laatste jaren verscheidene keren werd gewijzigd, zonder dat sommige van deze wijzigingen werden opgenomen in het koninklijk besluit van 9 juni 1999.

Dit besluit heeft meer bepaald tot doel artikel 17 in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de wet van 15 december 1980.

Punt 1 heeft betrekking op de gevallen waarin de asielzoekers een arbeidskaart C kunnen bekomen. Deze bepaling wordt onderverdeeld in twee delen.

Punt « a » heeft betrekking op de asielzoekers die hun asielaanvraag hebben ingediend vóór 31 mei 2007. Deze categorie van personen kan een arbeidskaart C verkrijgen, wanneer ze, binnen een periode van zes maanden vanaf de indiening van hun aanvraag, geen betekening hebben ontvangen van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatslozen.

Le « b) » vise les demandeurs d'asile qui ont introduit leur demande d'asile avant le 1^{er} juin 2009. Les personnes visées peuvent recevoir un permis de travail C à la condition qu'au 1^{er} juin 2009, leur demande ait été jugée recevable ou n'ait pas fait l'objet d'une décision quant à sa recevabilité.

Le 2^o vise les ressortissants étrangers bénéficiant du statut de protection subsidiaire durant la période pendant laquelle leur séjour est limité.

Le 3^o vise les ressortissants étrangers, qui dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains, se sont vus délivrer un titre de séjour particulier.

Le 4^o vise les ressortissants étrangers, bénéficiant d'un certificat d'inscription au registre des étrangers, en raison d'une situation médicale grave.

Alors que les trois premières catégories figuraient déjà dans la version ancienne de l'article 17, le 4^o n'y figurait pas en tant que tel. Suite à une erreur, cette catégorie était prévue de manière erronée dans le 4^o « ancien » (qui visait les personnes dont le séjour était régularisé pour des raisons humanitaires).

Le 5^o vise les ressortissants étrangers autorisés au séjour pour des raisons humanitaires pour autant que la prolongation du séjour soit soumise à la condition d'occuper un emploi.

Cette disposition figurait dans l'ancienne version de l'article 17 (sous le 4^o).

Le 6^o vise les ressortissants étrangers en procédure d'examen d'une demande de regroupement familial. Cette disposition figurait dans l'ancienne version de l'article 17 (sous le 5^o). Toutefois, suite à des modifications intervenues dans la loi du 15 décembre 1980 sur le séjour, n'y figuraient plus les ressortissants étrangers en procédure de regroupement familial avec un ressortissant étranger dont le séjour est limité. Dans le présent projet, le texte est adapté afin que cette catégorie de personnes soit également visée.

Le 7^o vise les ressortissants étrangers qui ont obtenu une décision favorable quant à leur demande de regroupement familial. Cette catégorie n'était pas explicitement visée dans l'ancien texte. Toutefois, en pratique, un permis de travail C leur était accordé sur base de l'ancien article 17, 3^o.

Le 8^o vise les étudiants étrangers dont le séjour est autorisé en raison de leurs études. Cette catégorie était prévue dans l'ancienne version sous le 6^o. Le libellé est modifié afin de se conformer à la loi du 15 décembre 1980 sur le séjour.

Le 9^o vise les membres de la famille des agents diplomatiques. Cette catégorie était visée sous le 8^o. Le libellé n'est pas modifié.

Le 10^o vise les ressortissants étrangers bénéficiant de la protection temporaire. Cette catégorie était visée sous le 9^o. Le libellé n'est pas modifié.

Enfin, le 7^o de l'ancienne version de cet article est supprimée. Ce point visait le cas du conjoint d'un travailleur frontalier. En pratique, cette disposition n'était pas utilisée ou elle était détournée à d'autres fins.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

13 MARS 2011. — Arrêté royal modifiant les articles 1^{er}, 2 et 17 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, les articles 7 et 8, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999, relative à l'occupation des travailleurs étrangers, l'article 1^{er}, l'article 2 et l'article 17;

Vu l'avis du Conseil consultatif pour l'occupation des travailleurs étrangers, donné le 3 juin 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juillet 2010;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 23 novembre 2010;

Punt « b) » heeft betrekking op de asielzoekers die hun asielaanvraag hebben ingediend vóór 1 juni 2009. De bedoelde personen kunnen een arbeidskaart C verkrijgen, op voorwaarde dat hun aanvraag op 1 juni 2009 ontvankelijk werd verklaard of dat er geen beslissing werd genomen over de ontvankelijkheid van deze aanvraag.

Punt 2 heeft betrekking op de buitenlandse onderdanen die subsidiaire bescherming genieten tijdens de periode waarin hun verblijf is beperkt.

Punt 3 heeft betrekking op de buitenlandse onderdanen die een bijzondere verblijfstitel hebben gekregen in het kader van de strijd tegen de mensenhandel.

Punt 4 heeft betrekking op de buitenlandse onderdanen die over een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister omwille van een ernstige medische situatie beschikken.

De drie eerste categorieën zijn reeds opgenomen in de vroegere versie van artikel 17, maar voor punt 4 was dat als dusdanig niet het geval. Ten gevolge van een vergissing werd deze categorie ondergebracht bij het « vroegere » punt 4 (dat betrekking had op de personen wier verblijf was geregulariseerd om humanitaire redenen).

Punt 5 heeft betrekking op de buitenlandse onderdanen die een machtiging tot verblijf hebben om humanitaire redenen, voor zover de verlenging van het verblijf onderworpen is aan de voorwaarde dat men tewerkgesteld is.

Deze bepaling was opgenomen in de vroegere versie van artikel 17 (onder punt 4).

Punt 6 heeft betrekking op de buitenlandse onderdanen wier aanvraag tot gezinshereniging wordt onderzocht. Deze bepaling was opgenomen in de vroegere versie van artikel 17 (onder punt 5). Omwille van wijzigingen in de wet van 15 december 1980 over het verblijf waren de buitenlandse onderdanen in procedure tot gezinshereniging met een buitenlandse onderdaan wiens verblijf is beperkt, hier niet meer in opgenomen. In dit ontwerp is de tekst aangepast, opdat deze ook betrekking zou hebben op deze categorie van personen.

Punt 7 heeft betrekking op de buitenlandse onderdanen die een gunstige beslissing hebben ontvangen met betrekking tot hun aanvraag tot gezinshereniging. Deze categorie was niet uitdrukkelijk opgenomen in de vroegere tekst. In de praktijk werd hen echter een arbeidskaart C toegekend op basis van het vroegere artikel 17, 3^o.

Punt 8 heeft betrekking op de buitenlandse studenten waarvan het verblijf toegelaten is wegens studieredenen. Deze categorie was in de vroegere versie opgenomen in punt 6. De benaming is gewijzigd om zich te voegen naar de wet van 15 december 1980 over het verblijf.

Punt 9 heeft betrekking op de familieleden van het diplomatiek personeel. Deze categorie wordt bedoeld in punt 8. De benaming is niet gewijzigd.

Punt 10 heeft betrekking op de buitenlandse onderdanen die tijdelijke bescherming genieten. Deze categorie wordt bedoeld in punt 9. De benaming is niet gewijzigd.

Ten slotte wordt punt 7 van de vroegere versie van dit artikel geschrapt. Dit punt had betrekking op het geval van de echtgenoot van een grensarbeider. In de praktijk werd deze bepaling niet toegepast of aangewend voor andere doeleinden.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

13 MAART 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 1, 2 en 17 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikelen 7 en 8, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikel 1, artikel 2 en artikel 17;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, gegeven op 3 juni 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juli 2010;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 23 november 2010;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 49.192/1, donné le 17 février 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement des dispositions, relatives à l'accès au marché du travail, de la Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres et de la Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, modifié par les arrêtés royaux des 6 février 2003, 12 septembre 2007, 23 avril 2008 et 28 mai 2009, est complété par un 17^o rédigé comme suit :

« 17^o conjoint : le conjoint ainsi que toute personne liée à une autre personne par un partenariat enregistré tel que visé aux articles 10, § 1^{er}, 4^o et 5^o, et 40bis, § 2, 1^o et 2^o, de la loi du 15 décembre 1980. »

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 février 2003, 12 septembre 2007, 23 avril 2008 et 28 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les 27^o et 28^o sont remplacés par ce qui suit :

« 27^o les ressortissants étrangers visés par l'article 1^{er}, 4^o de l'arrêté royal du 20 mars 2007 pris en exécution du Chapitre 8, du Titre IV, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 instaurant une déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés, modifié par l'arrêté royal du 31 août 2007; »

« 28^o les ressortissants étrangers visés par l'article 1^{er}, 5^o de l'arrêté royal du 20 mars 2007 pris en exécution du Chapitre 8, du Titre IV, de la loi-programme du 27 décembre 2006, modifié par l'arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 31 août 2007. »

2^o dans l'alinéa 3, les mots "à l'alinéa 1^{er}, 19^o et 22^o, a)" sont remplacés par les mots "à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 19^o et 22^o, a)".

Art. 4. L'article 17 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 février 2003 et modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 2004, 31 janvier 2007, 28 mai 2009 et 22 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Article 17. Le permis de travail C est accordé :

1^o a) aux ressortissants étrangers ayant introduit une demande d'asile après le 31 mai 2007 et qui, six mois après avoir introduit leur demande d'asile, n'ont pas reçu notification de la décision du Commissaire général aux Réfugiés et aux Apatrides, jusqu'à ce qu'une décision soit notifiée par celui-ci ou, en cas de recours, jusqu'à ce qu'une décision soit notifiée par le Conseil du Contentieux des Etrangers;

b) aux ressortissants étrangers ayant introduit une demande d'asile avant le 1^{er} juin 2007, dont la demande a été jugée recevable ou n'a pas fait l'objet d'une décision quant à sa recevabilité, jusqu'à ce qu'une décision soit notifiée quant au bien-fondé de leur demande de reconnaissance de la qualité de réfugié par le Commissaire général aux Réfugiés et aux Apatrides ou, en cas de recours, par le Conseil du Contentieux des Etrangers;

2^o aux ressortissants étrangers bénéficiant du statut de protection subsidiaire durant la période pendant laquelle leur séjour est limité;

3^o aux ressortissants étrangers qui, dans le cadre des mesures de la lutte contre la traite des êtres humains, se sont vus délivrer un titre de séjour, en application de l'article 110bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

4^o aux ressortissants étrangers autorisés au séjour, en application de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, qui sont en possession d'un certificat d'inscription au registre des étrangers;

5^o aux ressortissants étrangers autorisés au séjour en application de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, pour autant que la prolongation de l'autorisation de séjour soit soumise à la condition d'occuper un emploi, sauf s'il s'agit de ressortissants étrangers pour

Gelet op het advies van de Raad van Staten nr. 49.192/1 gegeven op 17 februari 2011 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de bepalingen die betrekking hebben op de toegang tot de arbeidsmarkt van de Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden en van de Richtlijn 2003/86/EG van de Raad van 22 september 2003 inzake het recht op gezinshereniging.

Art. 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 2003, 12 september 2007, 23 april 2008 en 28 mei 2009, wordt aangevuld met een 17^o, luidend als volgt :

« 17^o echtgenoot : de echtgenoot, alsook iedere persoon die met een andere persoon verbonden is door een geregistreerd partnerschap zoals bedoeld in de artikelen 10, § 1, 4^o en 5^o, en 40bis, § 2, 1^o en 2^o van de wet van 15 december 1980. »

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 2003, 12 september 2007, 23 april 2008 en 28 mei 2009 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, worden 27^o en 28^o vervangen als volgt :

« 27^o de buitenlandse onderdanen bedoeld in artikel 1, 4^o van het koninklijk besluit van 20 maart 2007 tot uitvoering van het Hoofdstuk 8, van Titel IV, van de programmawet (I) van 27 december 2006 tot voorafgaande melding voor gedetacheerde werknemers en zelfstandigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 2007; »

« 28^o de buitenlandse onderdanen bedoeld in artikel 1, 5^o van het koninklijk besluit van 20 maart 2007 tot uitvoering van het Hoofdstuk 8, van Titel IV, van de programmawet van 27 december 2006, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 2007. »

2^o in het derde lid, worden de woorden "in het eerste lid, 19^o en 22^o, a)" vervangen door de woorden "in het eerste lid 1^o, 2^o, 19^o en 22^o, a)".

Art. 4. Artikel 17 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 februari 2003 en gewijzigd door de koninklijke besluiten van 15 juli 2004, 31 januari 2007, 28 mei 2009 en 22 december 2009, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 17. De arbeidskaart C wordt toegekend :

1^o a) aan de buitenlandse onderdanen die een asielaanvraag hebben ingediend na 31 mei 2007 en die zes maanden na hun asielaanvraag nog geen betekening van de beslissing hebben gekregen van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen totdat een beslissing wordt betekend door deze laatste, of, in geval van beroep, totdat een beslissing wordt betekend door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen;

b) aan de buitenlandse onderdanen die een asielaanvraag hebben ingediend vóór 1 juni 2007, waarvan de aanvraag ontvankelijk werd verklaard of waarover nog geen beslissing werd betekend met betrekking tot de ontvankelijkheid, tot wanneer een beslissing wordt betekend inzake de gegrondheid van hun aanvraag tot erkenning als vluchteling door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen of, in geval van beroep, door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen;

2^o aan de buitenlandse onderdanen die erkend zijn voor de subsidiaire beschermingsstatus gedurende de periode waarbinnen hun verblijf is beperkt;

3^o aan de buitenlandse onderdanen die, in het kader van de strijd tegen de mensenhandel, een verblijfsvergunning hebben ontvangen in toepassing van artikel 110bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

4^o aan de buitenlandse onderdanen die tot een verblijf gemachtigd werden in toepassing van artikel 9ter van de wet van 15 december 1980, die in het bezit zijn van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister;

5^o aan de buitenlandse onderdanen die tot een verblijf gemachtigd werden in toepassing van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, voorzover de verlenging van de machtiging tot verblijf afhankelijk wordt gemaakt van tewerkstelling, behalve als het buitenlandse

lesquels l'autorisation de séjour a été accordée après qu'un employeur en Belgique ait introduit pour eux une demande d'autorisation d'occupation;

6° aux ressortissants étrangers invoquant le bénéfice d'un droit de séjour sur la base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 ou d'un droit à l'autorisation de séjour sur base de l'article 10bis de la loi précitée, pendant la période d'examen de la demande de reconnaissance du droit de séjour ainsi que durant le recours devant le Conseil du Contentieux des étrangers, à l'exception des :

- membres de la famille de ressortissants étrangers dont le séjour est limité à la durée d'un permis de travail ou d'une carte professionnelle ou de l'exercice d'une activité indépendante,

- membres de la famille de ressortissants étrangers visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4° (sauf s'ils sont ressortissants d'un pays lié avec la Belgique par un accord de réciprocité), 6°, 7°, 12°, 14°, 15°, 25 et 26°,

- membres de la famille d'un étudiant;

7° aux ressortissants étrangers ayant obtenu une décision définitive favorable quant à un droit de séjour sur la base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 ou quant à une autorisation de séjour sur base de l'article 10bis de la loi précitée à l'exception des :

- membres de la famille de ressortissants étrangers dont le séjour est limité à la durée d'un permis de travail ou d'une carte professionnelle ou de l'exercice d'une activité indépendante,

- membres de la famille de ressortissants étrangers visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4° (sauf s'ils sont ressortissants d'un pays lié avec la Belgique par un accord de réciprocité) 6°, 7°, 12°, 14°, 15°, 25° et 26°,

- membres de la famille d'un étudiant;

8° aux personnes autorisées au séjour aux fins d'études en Belgique qui sont inscrites dans un établissement d'enseignement en Belgique pour des prestations de travail en dehors des vacances scolaires, pour autant que leur occupation n'excède pas vingt heures par semaine et qu'elle soit compatible avec leurs études;

9° au conjoint et les enfants âgés de moins de dix-huit ans des agents diplomatiques et consulaires ainsi que les conjoints des autres titulaires d'un titre de séjour spécial s'ils sont ressortissants d'un pays lié avec la Belgique par un accord de réciprocité;

10° aux personnes autorisées à séjourner en tant que bénéficiaires de la protection temporaire visée à l'article 57/29 de la loi du 15 décembre 1980 par le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou par son délégué. »

Art. 5. La Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 30 avril 1999, *Moniteur belge* du 21 mai 1999.

Arrêté royal du 9 juin 1999, *Moniteur belge* du 26 juin 1999.

Arrêté royal du 6 février 2003, *Moniteur belge* du 27 février 2003.

Arrêté royal du 15 juillet 2004, *Moniteur belge* du 23 août 2004.

Arrêté royal du 31 janvier 2007, *Moniteur belge* du 13 février 2007.

Arrêté royal du 28 mai 2009, *Moniteur belge* du 29 mai 2009.

Arrêté royal du 22 décembre 2009, *Moniteur belge* du 12 janvier 2010.

onderdanen betreft die een verblijfsvergunning toegekend kregen nadat een werkgever in België voor hen een aanvraag om arbeidsvergunning had ingediend;

6° aan de buitenlandse onderdanen die het voorrecht invoeren van een recht op verblijf op basis van artikel 10 van de wet van 15 december 1980 of van een recht op verblijfsvergunning op basis van artikel 10bis van dezelfde wet, tijdens de periode van onderzoek van de aanvraag tot erkenning van het verblijfsrecht alsook tijdens het beroep voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, met uitzondering van de :

- familieleden van buitenlandse onderdanen wier verblijf beperkt is tot de duur van een arbeidskaart of van een beroepskaart of van de uitoefening van een zelfstandige activiteit,

- familieleden van buitenlandse onderdanen bedoeld in artikel 2, 1e lid, 4° (behalve als het onderdanen zijn van een land dat met België verbonden is door een akkoord van wederkerigheid), 6°, 7°, 12°, 14°, 15°, 25 en 26°,

- familieleden van een student;

7° aan de buitenlandse onderdanen die een definitieve gunstige beslissing hebben verkregen betreffende een verblijfsrecht op basis van artikel 10 van de wet van 15 december 1980 of betreffende een verblijfsvergunning op basis van artikel 10bis van de voorvermelde wet met uitzondering van de :

- familieleden van buitenlandse onderdanen wier verblijf beperkt is tot de duur van een arbeidskaart of van een beroepskaart of van de uitoefening van een zelfstandige activiteit,

- familieleden van buitenlandse onderdanen bedoeld in artikel 2, 1e lid, 4° (behalve als het onderdanen zijn van een land dat met België verbonden is door een akkoord van wederkerigheid) 6°, 7°, 12°, 14°, 15°, 25° en 26°,

- familieleden van een student;

8° aan de personen die een recht op verblijf hebben om studies te volgen in België in een onderwijsinstelling in België voor arbeidsprestaties buiten de schoolvakanties, voor zover hun tewerkstelling twintig uren per week niet overschrijdt en deze verenigbaar is met hun studies;

9° aan de echtgenoot en aan de kinderen die de leeftijd van achttien jaar nog niet hebben bereikt van diplomaten en consuls alsook de echtgenoot van andere titularissen van een bijzondere verblijfstitel indien zij onderdaan zijn van een land waarmee België verbonden is via een wederkerigheidsakkoord;

10° aan de personen die gemachtigd werden te verblijven als begunstigden van de tijdelijke bescherming bedoeld bij artikel 57/29 van de wet van 15 december 1980 door de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheden heeft of door diens gemachtigde. »

Art. 5. De Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 30 april 1999, *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 1999.

Koninklijk besluit van 9 juni 1999, *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1999.

Koninklijk besluit van 6 februari 2003, *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 2003.

Koninklijk besluit van 15 juli 2004, *Belgisch Staatsblad* van 23 augustus 2004.

Koninklijk besluit van 31 januari 2007, *Belgisch Staatsblad* van 13 februari 2007.

Koninklijk besluit van 28 mei 2009, *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 2009.

Koninklijk besluit van 22 december 2009, *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 2010.